

Confidentiel/Vertraulich

Berne, le 22 novembre 1990

CONSEIL DES ETATS
Commission des affaires étrangèresPROCES-VERBAL PARTICULIER 2 de la séance des 15/16 novembre 1990,
17h00 - 19h30 / 8h00 - 13h00
à Berne, Palais du Parlement, salle 4

- ORDRE DU JOUR
4. Relations entre la Suisse et ses ressortissants à l'étranger
Beziehungen zwischen der Schweiz und Auslandsschweizer
- 4.1.90.048 é Loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger. Revision
90.048 s Revision des Bundesgesetzes über die politischen Rechte der Auslandschweizer

PARTICIPANTSPrésident : M. MasoniMembres présents : MM. Cavadini, Dobler, Ducret, Huber, Onken, Schönenberger, Mme Weber*Autres participants :MM. le Conseiller fédéral Felber, Chef du DFAE
R. Schaller, secrétaire général
R. Bodenmüller, Chef du service des Suisses de l'étranger
Mme Gueissaz-Bechtold, service des Suisses de l'étrangerExcusés : MM. Schmid, Schoch, Seiler,
Mme Weber (*le 15.11)Secrétariat : M. L. MagninProcès-verbal : Mmes Baessler (f)
Stauffer (a)

4. Relations entre la Suisse et ses ressortissants à l'étranger
Beziehungen zwischen der Schweiz und Auslandschweizer

4.1. 90.048 é Loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger
 Revision des Bundesgesetzes über die politischen Rechte der
 Auslandschweizer

cf annexe 1 : Proposition Onken (art.5a alinéa 2)
 " 2 : Prise de position de l'Organisation des Suisses de l'étranger
 " 3 : Lettre du Groupe d'études helvétiques de Paris

M. Felber, Conseiller fédéral : La loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger est entrée en vigueur le 1er janvier 1977 et il y a eu l'ordonnance du 25 août 1976 par laquelle ceux-ci pouvaient participer aux votations et élections fédérales, ainsi que signer des initiatives et des demandes de référendums. Nos compatriotes ne pouvaient cependant le faire, ce contre quoi ils réclamaient, que s'ils se rendaient en Suisse.

Actuellement, nous devons constater que de nombreux Suisses de l'étranger ne peuvent pas participer aux scrutins organisés dans notre pays pour des raisons pratiques - de distance, notamment - ou financières. Il importe donc de ne plus priver certains ressortissants Suisses d'exercer leurs droits politiques, d'autant plus qu'un nombre croissant d'entre eux ne séjournent à l'étranger que pour un temps limité et continuent à suivre la vie politique de notre pays.

La revision proposée a été adoptée par le Conseil fédéral le 15 août 1990 suite à la motion Stucky du 26.09.86 adoptée par les deux Chambres. Elle accorde à tout Suisse de l'étranger immatriculé auprès d'une représentation suisse le droit de voter par correspondance et de signer des initiatives et des demandes de referendums en matière fédérale. Tandis que comme par le passé, les Suisses de l'étranger peuvent être élus au Conseil fédéral, au Conseil national et au Tribunal fédéral, les élections au Conseil des Etats relève de la stricte compétence des cantons.

La revision que nous vous soumettons se fonde sur l'article 45bis de la Cst fédérale, lequel autorise la Confédération à renforcer les liens qui unissent les Suisses de l'étranger entre eux et le pays, et permet de légiférer en matière de droits politiques. Elle vise aussi à assurer le respect du principe de l'égalité des citoyens devant la loi.

En ce qui concerne la procédure d'inscription, celle-ci est inchangée : le Suisse de l'étranger qui souhaite exercer ses droits politiques doit en faire la demande à la représentation auprès de laquelle il est immatriculé. Un élément nouveau a été ajouté : afin d'éviter aux communes des frais et du travail inutiles, chaque électeur devra désormais confirmer tous les deux ans auprès de la représentation diplomatique dont il dépend sa volonté d'exercer ses droits politiques. Comme par le passé, il doit désigner une commune de vote dans laquelle il enverra son vote par voie postale. Il peut s'agir ou de l'une de ses communes d'origine, ou d'une commune dans laquelle il avait son domicile précédemment.

La revision prévoit cependant la possibilité pour les cantons de centraliser l'organisation des votes : les cantons pourront charger un bureau central d'assumer l'intégralité des tâches administratives incombant aux communes. Nous l'avons fait après avoir pris contact avec les cantons et nous avons constaté que de petites communes avaient de très nombreux ressortissants à l'étranger, et qu'assumer ces tâches leur poseraient des problèmes considérables. Ce sont donc les communes qui sont chargées de l'application de cette loi et les cantons pourraient décider selon les cas si un bureau cantonal doit apporter son aide.

Les communes ou les bureaux cantonaux enverront le matériel de vote directement par la poste aux électeurs domiciliés à l'étranger sans que les représentations aient beaucoup à intervenir : les associations de Suisses de l'étranger souhaitent éviter les intermédiaires. Les bulletins de vote seront ensuite envoyés directement par l'électeur à sa commune de vote, à ses frais. La Confédération ne peut pas garantir le bon fonctionnement des services postaux étrangers et ne portera donc pas la responsabilité d'éventuels retards d'acheminement. Les communes seront toutefois tenues d'envoyer le matériel de vote par poste aérienne. Pour des raisons pratiques et juridiques, les doubles nationaux seront traités de la même manière que les ressortissants de nationalité suisse.

Cette revision est une décision de principe : il s'agit de donner à tous nos compatriotes de l'étranger qui s'intéressent à la vie politique suisse et qui jouent un rôle non négligeable dans la représentation suisse à l'étranger de prendre part aux décisions politiques de notre pays. Tous les Etats européens ont d'ailleurs introduit ces dernières années les mêmes droits pour leurs compatriotes de l'étranger. La Suisse, répondant aux nombreuses demandes, a autorisé, le 12 avril 1989, les étrangers résidant en Suisse à participer aux votations de leurs pays d'origine. La réciprocité se trouve ainsi assurée.

Président : La commission ayant décidé unanimement de ne pas recevoir les différentes associations de Suisses de l'étranger, nous avons reçu des réponses écrites (cf. annexes 2 et 3).

Débat d'entrée en matière

M. Cavadini : Le vote par correspondance est semble-t-il une pratique normale en Europe. Où en est la situation ?

Deuxième question : il est clair que le nombre des Suisses qui useront de ce droit restera extrêmement faible. D'après le sondage effectué, il n'y aurait que 3% de votants à espérer, et il se pose le problème des risques d'abus. Quelle est la pratique des autres Etats ?

Enfin, je m'oppose aux propositions faites par l'association des Suisses de Paris. Quel emploi sera fait de ces votes, autre que celui du sondage ?

Onken: Ich begrüße es sehr, dass die Auslandschweizer die Möglichkeit erhalten, am politischen Leben der Schweiz teilzunehmen. Es ist insgesamt eine grosszügige und liberal gehaltene Vorlage. Fragen: 1. Auf Seite 9 der Botschaft ist die Rede von Ländern, die ihre Doppelbürger vom politischen Leben ausschliessen. Welche Länder sind das? - 2. Sollte man die Kantone nicht ermuntern, Regelungen zu treffen, um Auslandschweizern auch die Wahl des Ständerates zu ermöglichen? - 3. Gibt es keine Möglichkeit, den Versand des Stimmaterials zu beschleunigen, beispielsweise über diplomatische Kanäle? Wenn die Stimmberechtigten das Stimmaterial erst eine Woche nach Schliessung der Wahlurnen erhalten, wird ja die Teilnahme zur Farce.

Dobler: Wozu genau sollen die 50'000 Fr., die zur Unterstützung der Information eingesetzt sind, verwendet werden? - Welches ist der Grund, dass die "Schweizer Revue" häufiger erscheinen soll als bisher? Und wie stellt man sich diese "Schweizer Revue" in Zukunft vor? Ich nehme an, dass es hier um eine relativ objektive Orientierung gehen soll, in dem Sinn, was der Bundesrat meint, ähnlich wie das offizielle Bulletin, das jeweils im Hinblick auf eine Abstimmung herausgegeben wird.

Huber: Mir ist nicht klar, ob die "Groupe d'études Helvétiques de Paris" identisch ist mit der "Groupe de Travail sur la Révision de la Loi Fédérale"? Die gemachten Vorschläge sind ja sehr unterschiedlich.

Präsident: Die Auslandschweizer-Organisation ist die offizielle Vereinigung. Sie beantragt unter anderem, dass diese Normen im Gesetz über die politischen Rechte angesiedelt werden sollten. Verschiedene Fragen müssen heute diskutiert werden: Ist dies möglich, ist es absolut undenkbar oder will man zuerst Erfahrungen sammeln mit dem Korrespondenzstimmrecht? - Die Groupe helvétique beantragt, dass die Norm, dass dieses Stimmrecht nur Leuten mit Wohnsitz im Ausland zukommt, im Gesetz und nicht in der Verordnung erscheint. - Die offizielle Auslandschweizer-Vereinigung beantragt, dass überhaupt keine Erneuerung des Eintrags nötig sein soll. - Die Groupe Helvétique beantragt, dass man das Auslandschweizer-Stimmrecht ausdrücklich auf das Korrespondenzstimmrecht beschränkt. Das Gesetz dagegen hat sinnvollerweise die beiden Möglichkeiten vorgesehen: Wer in der Nähe der Grenze wohnt, soll die Wahl haben zwischen Stimmen am Ort und brieflicher Stimmabgabe. Die Gründe für diese Lösung sollten wir hier noch etwas erläutern. - Ein weiterer Vorschlag der Groupe Helvétique ist die Idee des Auslandschweizer-Rates. Hierzu wäre noch eine Vernehmlassung nötig. Mich interessiert die offizielle Meinung des Departementes zu dieser Idee.

In dieser Kommission scheinen alle für Eintreten auf diese Botschaft. Es ist aber damit zu rechnen, dass im Rat einige Gegner dieser Vorlage sein werden. Es ist zu erwarten, dass Kollege Rhinow z.B. wegen fehlender Betroffenheit dagegen Stellung nimmt. Um ihm entgegen zu können, müssen wir auch diesen Punkt besprechen.

M. Felber, Conseiller fédéral : Sur le plan général, l'opposition à l'égard de ces droits accordés aux Suisses de l'étranger est surtout motivée par notre système de démocratie directe. Le droit de vote des Suisses est plus important que le droit d'éligibilité et d'élection des étrangers. Les étrangers ne peuvent pas se prononcer comme en Suisse sur une série de votations de détail. Le Parlement a décidé d'ouvrir cette possibilité et le Conseil fédéral s'est incliné.

(à M. Cavadini) La pratique européenne est d'accorder le droit de vote aux nationaux résidents à l'étranger. La forme diffère pratiquement d'un groupe de pays à un autre. Certains acceptent le vote dans les locaux consulaires des ambassades. Nous ne l'avons pas accepté pour les étrangers qui nous le demandaient : nous les avons autorisés à exercer leur droit de vote dans leur pays, mais par correspondance afin d'éviter des manifestations - propagande politique etc. - autour des bureaux de vote de notre pays. C'est ce que nous demandons aussi de la part de nos compatriotes qui résident à l'étranger.

D'autre part, nous avons constaté que dans de nombreux pays, pour nombre de nos compatriotes, il serait difficile de se rendre dans une ambassade ou un consulat, dont ils sont parfois très éloignés.

(à Onken) Les pays ont des pratiques variées. L'Australie, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Grande Bretagne ont des restrictions formelles. Nous avons ouvert largement la possibilité de voter tant aux doubles nationaux qu'aux citoyens suisses. Exclure les doubles nationaux serait dommageable : certains obtiennent cette double nationalité en fonction de la durée de leur séjour à l'étranger, ou par la naissance, et cela n'empêche pas certains d'entre eux de rester très attachés à la Suisse et de désirer s'exprimer en tant que citoyens suisses.

En matière d'information électorale, nous devons être très prudents et éviter de donner l'impression de faire de la propagande, notamment par le biais de la Revue suisse. En ce qui concerne le canal diplomatique, les Suisses de l'étranger rejettent cette solution pour éviter les intermédiaires. Ils préfèrent recevoir le matériel directement par la poste.

(au Président) Pour ce qui est de l'intégration à la loi sur les droits politiques, le Conseil fédéral est favorable à cette solution. Nous présentons ce message maintenant parce que nous étions prêts sur ce sujet et que ladite loi n'est pas terminée. Le Conseil fédéral estimait dangereux de retarder cette loi une année avant les élections nationales. Il faut au moins que le premier exercice de ce droit ait sa consécration aux prochaines élections générales.

Le Groupe d'études helvétiques de Paris ne fait pas partie de l'Organisation des Suisses de l'étranger ni de l'Union des Suisses de France, organisation faïtière de toutes les sociétés suisses se trouvant dans la République française. C'est un groupe difficile, dont la vision de la Suisse a vieilli et qui s'est trouvé marginalisé parmi les 120 000 Suisses de France. Aucun accord ne semble possible avec ce groupe.

Bodenmüller zu Herrn Cavadini: Das Aufenthaltsstimmrecht, wie es bei uns jetzt gilt, kennen Griechenland, Italien und die Türkei. Das Korrespondenzstimmrecht kennen Portugal, Spanien, Luxemburg, die Niederlande, Australien, die USA und die Bundesrepublik. Die Ausübung des Stimmrechtes auf den Botschaften und Konsulaten kennen neu Oesterreich, Finnland, Norwegen, Dänemark, Schweden und Frankreich.

Zu Herrn Onken: Länder, die die Stimmrechtsausübung für Doppelbürger verbieten, sind die Bundesrepublik, Polen, Rumänien, die Tschechoslowakei, Chile, Kuba, Venezuela, Costa Rica, die Volksrepublik China, Jordanien, Korea, Thailand, Guinea, Kamerun und Simbabwe. In diesen Ländern wäre es für unsere Bürger - wenn sie Doppelbürger sind - mit einem gewissen Risiko verbunden, ihr Stimmrecht in der Schweiz auszuüben.

Zu Herrn Dobler: Die "Schweizer Revue" ist in der Tat das einzige Organ, das die Schweizer im Ausland kriegen; gegenwärtig erscheint sie viermal pro Jahr. Sie enthält einerseits Information über gewisse Themen, andererseits ist sie auch offizielles Mitteilungsblatt. Mit der Erhöhung auf acht Nummern jährlich will man die Auslandschweizer vorbereiten auf die Abstimmungsvorlagen und Wahlen. Nebst den bisherigen Rubriken soll eine neue Rubrik "Hintergrundsinformation" dazu kommen. Die Idee ist die, die Kenntnisse über die Abstimmungsmaterie zu vertiefen; es soll keine Propaganda betrieben werden, sondern Information.

ZumPräsidenten: Wenn ich Ihre Frage richtig verstanden habe

Präsident: Der erste Vorschlag wurde schon beantwortet. Der zweite Punkt war der Vorschlag der helvetischen Gruppe, den Begriff des Wohnsitzes als Voraussetzung für das Stimmrecht im Gesetz zu verankern.

Frau Gueissaz: Das Gesetz muss ja möglichst wenig enthalten - nur die groben Linien. Wahrscheinlich hat die Groupe d'études Helvétiques übersehen, dass das alte Gesetz noch besteht; Art. 2 definiert den Auslandschweizer-Begriff: "...wer in der Schweiz keinen Wohnsitz hat."

Präsident: Der Unterschied ist der, dass sie sich nicht mit dem negativen Kriterium begnügen. Sie verlangen, dass ein Wohnsitz im Ausland besteht, d.h. dass der Betreffende dort angemeldet ist. Das Problem ist, ob man den formellen Begriff des Wohnsitzes im Ausland ins Gesetz aufnehmen soll.

Frau Gueissaz: Man kann sich nur immatrikulieren, wenn man den Wohnsitz im Ausland angibt.

Präsident: Aha, das ist eine Voraussetzung. Dann ist es nur eine kosmetische Frage, ob man den Wohnsitz-Begriff ins Gesetz aufnehmen will.

Huber: Im Prinzip wird in diesen Papieren postuliert, dass der Auslandschweizer im Gastland Wohnsitz begründet haben muss. Das heisst nach schweizerischer Terminologie: Er muss sich dort aufhalten mit der Absicht dauernden Verbleibs. Auf Seite 2 des Papiers des Auslandschweizererrats wird sehr verständlich dargelegt, dass es zweierlei Auslandschweizer gibt, nämlich diejenigen, die längere Zeit im Ausland sind, und die sog. Kontraktsschweizer. Die relative Kürze ihres Auslandsaufenthaltes wird hier expressis verbis zu einem Argument dafür, dass die Kontraktsschweizer stimmen können. Ich bin davon ausgegangen, dass die Lösung, die wir schaffen, diese Kontraktsschweizer mit einbezieht, und dass sie, auch wenn sie keinen Wohnsitz im Gastland haben, immatrikuliert werden können. Diesen Widerspruch verstehe ich nicht. Es gibt sehr viele junge Schweizer, die als Angestellte einer Firma für ein paar Monate ins Ausland gehen. Gerade die sollen doch stimmen können. Die Groupe Helvétique dagegen verlangt, dass das Stimmrecht nur denen, die niedergelassen sind, gegeben werde. Wie ist die Meinung des Entwurfs?

Frau Gueissaz: Im Entwurf ist schon gemeint, dass nur jene abstimmen dürfen, die Wohnsitz haben. In den ersten sechs Monaten wird jemand zwar in der Botschaft angemeldet, aber noch nicht richtig immatrikuliert.

Huber: Das heisst also, dass ein Schweizer im Ausland in den ersten sechs Monaten von diesem Stimmrecht keinen Gebrauch machen kann.

Bodenmüller: In dieser Zeit gilt immer noch der Wohnsitz in der Schweiz.

Huber: Kann ich also abstimmen, indem ich mir das Abstimmungsmaterial aus der Schweiz zustellen lasse und dann brieflich abstimme?

Bodenmüller: Das ist vorgesehen bei der Revision des Gesetzes über die politischen Rechte.

M. Felber, Conseiller fédéral : En fait, nous modifions deux lois fédérales : la première, c'est la loi sur les Suisses de l'étranger dans laquelle on précise qui peut voter. Au chiffre II, on modifie la loi sur les droits politiques de 1976 seulement dans un article auquel on ajoute une lettre d (nouvelle) en indiquant "Tous les Suisses se trouvant à l'étranger".

Président : Il se pose encore la question de la périodicité de l'inscription des électeurs (art. 5a, alinéa 2) : le projet de loi stipule 2 ans, M. Onken propose 4 ans.

M. Felber, Conseiller fédéral : Les difficultés pourraient se poser pour certaines communes qui devraient envoyer un lourd matériel de vote pour un résultat extrêmement faible, et qui risque de diminuer avec les années. Nous avons voulu que les personnes qui souhaitent voter le manifestent en renouvelant leur demande. Il ne s'agit pas d'une restriction, mais cela répond à l'inquiétude manifestée par les communes, qui craignaient de se voir obligées de continuer à faire parvenir des documents que personne ne lit plus. C'est une pratique courante dans beaucoup de pays : on doit s'inscrire pour obtenir le droit de vote.

Dans nos consulats et nos ambassades, nous avons le système électronique IMAPRO qui nous permettra de rappeler régulièrement leurs droits et leurs devoirs à nos citoyens.

Il n'en reste pas moins que nous ne nous opposons pas à un allongement de ce délai à 4 ans.

Président : Une autre solution serait que ce droit reste valable pendant toute la durée de l'immatriculation du Suisse à l'étranger.

M. Bodenmüller : Der Hintergedanke dieser Regelung war nicht, eine zusätzliche Schikane einzuführen. Aber man muss daran denken, dass dieses System für viele Gemeinden administrative Umtriebe bringt und auch Kosten, vor allem wenn der Versand über Jahre hinaus nach Uebersee geht. Wenn die Leute dann nicht Gebrauch machen von ihrem Stimmrecht, könnten wir uns schon vorstellen, dass es seitens der Kantone und Gemeinden Reklamationen gibt.

M. Felber, Conseiller fédéral : Il y a eu une consultation des cantons à ce sujet, et cet élément a été repris.

Präsident: Glauben Sie nicht, dass das Gegenteil der Fall ist? Wenn es eingetragen bleibt, bleibt es in der Gemeinde. Einer könnte dann in der Gemeinde rekurrieren und sagen: Nein, er ist nicht mehr dort, er muss gestrichen werden. Im Tessin jedenfalls würden die verschiedenen Parteien sehr aufpassen, dass nicht unberechtigte Eintragungen stehen bleiben. Aber dass man sich immer wieder melden muss, wird von den meisten als Schikane empfunden werden. Wäre es nicht einfacher, wenn sie eingetragen blieben, bis eine Streichung erfolgt oder bis sie abgemeldet werden?

M. Felber, Conseiller fédéral : Nous avons pensé à tout cela. Le système IMAPRO va simplifier considérablement les choses : on pourra devancer les oublis éventuels en informant l'intéressé à temps de l'échéance, et ce, uniquement par correspondance.

Président : C'est négatif, psychologiquement, qu'il soit obligé de renvoyer un document pour obtenir le droit de vote. Ne pourrait-on pas trouver une formule différente, en demandant tous les 4 ans aux intéressés s'ils souhaitent ou non renouveler leur inscription ?

Schönenberger: Mein Eindruck ist, dass hier der Berg eine Maus gebiert. Ich wehre mich nicht gegen die Vorlage; aber ich finde, dass wir hier wieder einmal über Nebensächlichkeiten diskutieren. Wenn ein Auslandschweizer stimmen will, ist ihm doch wahrlich noch zuzumuten, das er alle paar Jahre seinen Wunsch für das Stimmaterial erneuert. Im übrigen möchte ich Sie bitten, abzuwarten und dann zu sehen, wie wenig Gebrauch gemacht werden wird von dieser Stimmerei.

Präsident: Als Tessiner bin ich da anderer Auffassung. Im Tessin gab es eine grosse Tradition des Stimmrechtes der Auslandtessiner. Auch im Jura ist die Mentalität ähnlich. Das Problem hat für viele eine grössere Bedeutung als vielleicht angenommen wird. - Aber ich habe die Frage gestellt, ob das Departement nicht nach einer eher positiven Formulierung suchen könnte.

M. Felber, Conseiller fédéral : La loi doit dire les choses clairement. Nous ne pouvons dire dans la loi quelle technique nous allons utiliser, cependant.

Président : Qui rappellerait l'échéance à l'électeur ?

M. Bodenmüller : La représentation à l'étranger.

Président : Ne pourrait-on pas en faire mention dans le projet de loi ?

M. Schaller : On pourrait tourner la phrase dans un sens positif : "sie werden im Stimmrechtsregister aufrecht erhalten, wenn sie den entsprechenden Wunsch aussern."

Au lieu de dire "Ils seront biffés", on pourrait dire qu'ils seront "maintenus" dans le registre des électeurs.

M. Cavadini : Je suis d'un avis différent. En France, par exemple, on va s'inscrire et on renouvelle périodiquement cette inscription. On peut demander la même chose de nos citoyens, tous les 4 ans toutefois.

Président : Il se pose plutôt la question du libellé, qui est négatif. L'autre question était de savoir si le vote se passe seulement par correspondance ou si l'on peut encore se rendre dans la commune ?

M. Felber, Conseiller fédéral : Nous conservons la règle antérieure en ouvrant cette seconde possibilité.

Präsident : Stimmen wir alle der Idee des Auslanschweizerrates zu.

M. Cavadini : Je suis contre le Conseil des Suisses. C'est une idée que le Groupe d'études helvétiques de Paris a reprise. Nous savons qu'au Sénat, en France, de nombreux Français d'outre-mer et de l'étranger sont ainsi élus. Leur mandat dure neuf ans, et une réélection leur permet de faire carrière à bon compte. Je ne vois pas l'intérêt de créer une institution parallèle. Le Groupement des Suisses de l'étranger me paraît un interlocuteur suffisant.

Je n'entrerais pas en matière sur la question.

M. Felber, Conseiller fédéral : Il existe, à travers les associations officielles existantes, un Conseil des Suisses de l'étranger, qui émane de l'organisation faïtière, composé de 60-80 délégués à l'étranger, et de 20-40 membres de la Suisse, y compris de parlementaires. Ces délégués sont désignés par les organisations faïtières des Suisses à l'étranger, les membres l'étant à l'intérieur du pays le sont par le comité du Conseil des Suisses de l'étranger. Ce conseil siège deux fois par an. Il est l'organe suprême de l'Organisation des Suisses de l'étranger et il traite toutes les questions qui les concernent, prépare des résolutions, écrit à l'administration etc. Il fait pratiquement le même travail que le Conseil supérieur des Français de l'étranger, sans avoir, évidemment, de représentants au Conseil des Etats. Le Groupe d'études helvétiques n'en fait forcément pas partie, puisqu'il est totalement indépendant.

Président : Il faudrait dire que la Commission n'est pas favorable à une telle idée.

Huber: Ich stimme mit Herrn Cavadini überein. Das, was Herr Bundesrat Felber vorgetragen hat, ist eine zivilrechtliche Vereinigung ohne bundesrechtliche Kompetenzen. Ich sehe keinen Grund, das zu überführen in das Bundesrecht. Hier wird offenbar versucht, diesen Rat der fünften Schweiz ins Bundesrecht zu überführen und nachher auch noch die Wahlen organisiert durchzuführen. Ich finde, dies wäre eine unnötige Ueberorganisation und stimme diesem Artikel 7a nicht zu.

Dobler: Ich schliesse mich meinen Vorrednern an. Was verstehen denn diese Auslandschweizer aus Paris unter diesem Rat? Wie stellen sie sich dessen Organisation vor? Eine Pluralität scheint mir bei diesem Rat nicht vorhanden zu sein. Ich sehe nur, dass er von Paris aus organisiert werden soll. Im übrigen habe ich nichts gegen Paris.

Präsident: Die Meinung der Kommission zu diesem Punkt ist nun ganz klar. Eintreten ist unbestritten. - Wenn Sie damit einverstanden sind, werde ich in meinem Referat darauf hinweisen, dass an dieser Jahrtausendwende die Schweizer vor Entscheide von grosser Tragweite gestellt werden, und dass es von einer gewissen Bedeutung ist, dass auch die Schweizer im Ausland dazu etwas sagen können.

Es folgt die Detailberatung. Titel und Ingress werden angenommen, ebenso der Anfang von I, Art. 1. und Art. 5.

Onken zu seinem Antrag zu Art. 5a (Anhang 1): Ich finde einfach die Frist von zwei Jahren zu kurz. Die Tatsache, dass man die Auslandschweizer von der Botschaft aus benachrichtigen will, wenn die Frist abläuft, spricht auch dafür, dass man diese Frist etwas verlängert; der Aufwand für die Botschaften würde damit geringer. Meine Formulierung lehnt sich völlig an die vorgeschlagene Formulierung an.

Präsident: Wir können zunächst nur über die Jahre beraten.

Huber: Ob zwei oder vier Jahre müssen wir uns schon nochmals überlegen. Den Gemeinden können erhebliche Kosten entstehen, die völlig sinnlos sein können, wenn das Stimmrecht trotz Immatrikulation nicht ausgeübt wird. Wir kommen den Auslandschweizern ein Stück weit entgegen; daher dürfen wir auch von ihnen verlangen, dass sie ihr Interesse an der politischen Teilhabe in der Schweiz alle zwei Jahre bestätigen. Wir wissen, dass die Teilnahme relativ gering ist; also besteht die Gefahr, dass die Gemeinden in grossem Umfang unnütz Material verschwenden.

Onken: Aber wir müssen doch davon ausgehen, dass sich nur die politisch Motivierten überhaupt im Stimmregister eintragen lassen. Für diese kann doch das Interesse zumindest für vier Jahre als dokumentiert gelten. Ob sie vom Stimmrecht immer Gebrauch machen, ist eine andere Frage; sie sollen ja nicht schlechter gestellt werden als ein Schweizer, der in der Schweiz wohnhaft ist und vielleicht jahrzehntelang nicht stimmt. Auch die zweijährige Meldung führt ja zu einem bürokratischen Aufwand. Wenn man Aufwand und Ertrag gegeneinander abwägt, scheinen die vier Jahre gerechtfertigt.

M. Ducret : Il ne faut pas exagérer le coût de telles opérations. Le problème de l'expédition postale des documents ne concernera que quelque 5 % d'inscrits. C'est une dépense négligeable par rapport au coût d'une votation populaire.

En outre, il vaut mieux prolonger le délai à 4 ans. Ce que l'on fera économiser aux communes, la Confédération aura à l'assumer.

En ce qui concerne la formule de l'article, on pourrait dire "pour figurer sur le registre, les électeurs doivent renouveler leur inscription tous les 4 ans."

Vote - Abstimmung

Pour la proposition Onken (4 ans)	5
Contre	1

Schönenberger: In welcher Sprache wird den Auslandschweizern das Stimmaterial zugesandt? Wie lange geht es, bis die Begehren kommen, den Portugiesen sei es auf portugiesisch, den Spaniern auf spanisch und den Schweizern in Simbabwe in einem afrikanischen Dialekt zuzustellen?

M. Felber, Conseiller fédéral : Ce sera la langue de la commune choisie par l'électeur.

Schönenberger: Ich bin für die Uebernahme der Formulierung des Bundesrates. Sie entspricht dem allgemeinen Sprachgebrauch und unserer Rechtssprache. Mit einer Positivformulierung erreichen wir nichts anderes als Verständnisschwierigkeiten.

Präsident: Herr Onken hatte die positive Formulierung in seiner Begründung angedeutet. Aber wenn niemand einen Antrag stellt, bleiben wir bei der vorgeschlagenen Formulierung.

Huber (auch zu Art. 5a): Wenn ein Schweizer registriert ist, ist die Stimmgemeinde verpflichtet, ihm das Stimmaterial zuzustellen. Informiert wird er durch eine spezielle Revue, durch Radio Schweiz International usw.. Wie ist das jetzt, wenn politische Gruppierungen sich um die Meinungsbildung dieser Auslandschweizer bemühen wollen? Haben sie die Möglichkeit, ihr Werbematerial an die im Stimmregister aufgeführten Adressen zu senden? Genügt dies, oder müsste man im Zusammenhang mit der Anwendung sagen, dass die Gemeinden eine Informationspflicht gegenüber den politischen Parteien haben, damit diese sich um die Stimmberechtigten kümmern können?

M. Ducret : En lisant ce projet de loi, j'ai pensé que l'on ferait comme dans nos communes et dans nos cantons : on peut déjà penser que le Suisse de l'étranger qui s'intéresse à son pays reçoit sans doute des journaux. Maintenant, de plus en plus souvent, la Confédération édite une brochure qui doit être envoyée dans un délai précis à tous les électeurs. Nous avons pris cette habitude pour les cantons et les communes : il y a un matériel commun à tous les électeurs, qui ne réunit pas la totalité de la propagande, mais du moins le matériel minimal - bulletins de vote, renseignements de la commune -.

Il ne faudrait pas tomber dans le travers de vouloir faire parvenir du matériel complémentaire aux Suisses de l'étranger, parce qu'il va se poser des problèmes sans fin de sélection. Il faudrait s'en tenir au matériel habituellement distribué à tous les électeurs.

M. Felber, Conseiller fédéral : Mettre dans la loi des tâches en matière d'information va ouvrir des débats interminables.

Nous partons de l'idée que les Suisses qui s'inscrivent s'intéressent à la vie politique du pays. Nous leur donnerons tout le matériel officiel que les Suisses reçoivent. N'oublions pas qu'il s'agit ici d'un vote fédéral, qui ne concerne pas les communes.

Il y aura deux sources en matière de propagande partisane : le journal, la correspondance que ces Suisses entretiennent avec la Suisse, et la Revue suisse, qui sera ouverte à différents points de vue sur les élections.

Huber: Einverstanden. Ich möchte den Herrn Präsidenten bitten, den letzten Satz von Herrn Bundesrat Felber in seinem Referat zu zitieren. Wenn "Radio International Schweiz" im Zusammenhang mit Abstimmungen gegenüber den Parteien offen ist, ist das ausserordentlich wirkungsvoll.

Art. 5a ist somit angenommen, ebenso (die Streichung von) Art. 7a und Art. 8 Abs. 3.

Präsident zu II, Art. 5 Abs. 4: Es ist uns jetzt klar, dass dieser Artikel für alle Schweizer gilt, ob sie in der Schweiz Wohnsitz haben oder nicht.

Onken: Aber da ist es doch erforderlich, dass die Angehörigen dem Kontraktsschweizer die Abstimmungsunterlagen nachsenden?

(M. Bodenmüller confirme que c'est possible).

Art. 12, alinéa premier, lit. e :

Art. 38, alinéa premier, lit. e :

Art. 49, lit. e :

adopté

III - adopté

GESAMTABSTIMMUNG - VOTE SUR L'ENSEMBLE

Für Annahme des Gesetzentwurfes

(Einstimmigkeit)

Rapporteur : le président

Suspension de séance : 19h30 (reprise le 16.11 à 8h00)

Annexe 1

Conseil des Etats

Commission des affaires étrangères

Séance du 15 novembre 1990

90.048 Loi fédérale sur les droits politiques des Suisses
de l'étranger. RévisionProposition Onken du 15 novembre 1990

Art, 5a, al. 2

2après quatre ans...

Motif

Le principe que "les Suisses de l'étranger doivent renforcer régulièrement leur intérêt constant pour la vie politique en Suisse" n'est pas mis en cause. En revanche, le délai de deux ans semble trop court. Le délai de 4 ans est plus large et permet de limiter les formalités et les nombreuses demandes de prolongation. Il en découle que seuls les Suisses de l'étranger motivés politiquement se font inscrire dans les registres électoraux. Le rythme proposé correspond du reste à la durée de la période de législature.

Anhang 1

Ständerat

Kommission für auswärtige Angelegenheiten

Sitzung vom 15. November 1990

90.048 Bundesgesetz über die politischen Rechte der Auslandsschweizer

Antrag Onken vom 15.11.1990

Art. 5a, Abs. 2

²...vor Ablauf von vier Jahre erneuern

Begründung

Das Prinzip, "dass Auslandschweizer ihr fortdauerndes Interesse am politischen Leben in der Schweiz" regelmässig bekräftigen sollen, wird nicht in Frage gestellt. Hingegen erscheint die zweijährige Frist als zu knapp bemessen. Ein Intervall von vier Jahren ist grosszügiger und hilft, Formalitäten und gehäufte Verlängerungsgesuche zu beschränken. Es ist ohnehin davon auszugehen, dass sich nur politisch Interessierte und motivierte Auslandsschweizer im Stimmregister eintragen lassen. Die vorgeschlagene Kadenz entspricht überdies der Dauer einer Legislaturperiode.

Stellungnahme zur Revision des Bundesgesetzes über die politischen Rechte der Auslandschweizer

1. Die Auslandschweizer-Organisation nimmt mit *Befriedigung* von der Botschaft des Bundesrates vom 15. August 1990 über die Revision des Bundesgesetzes über die politischen Rechte der Auslandschweizer Kenntnis. Mit der geplanten Einführung des Korrespondenzstimm- und -wahlrechts für die Auslandschweizer wird eines der ältesten und grundlegendsten Anliegen unserer Organisation verwirklicht.
2. Das auf Anfang 1977 eingeführte sogenannte *Aufenthalterstimmrecht* für Auslandsbürger wurde von der Auslandschweizer-Organisation stets als Übergangslösung und als erste Etappe auf dem Wege zu einer späteren umfassenden Lösung betrachtet. Der Zwang zur Stimmabgabe in der Schweiz benachteiligt offenkundig viele von der Schweiz weit entfernt lebende und weniger begüterte Auslandschweizer, welche sich eine Reise in die Schweiz zur Wahrnehmung ihrer politischen Rechte nicht leisten können. Die Auslandschweizer-Organisation verlangt daher seit Jahren mit Nachdruck eine Vereinfachung der Abstimmungsmodalitäten, durch welche allen Auslandsbürgern unbesehen ihres Aufenthaltslandes die gleiche Chance eingeräumt wird, ihre politischen Rechte in der Schweiz effektiv wahrzunehmen. Eine politisch tragfähige, rechtlich befriedigende und auf Dauer angelegte Lösung kann nur in der von der Motion Stucky verlangten und vom Bundesrat nun vorgeschlagenen Einführung des Korrespondenzstimm- und -wahlrechts liegen.
3. Seit der Gründung der Auslandschweizer-Organisation im Jahre 1916 gehört der Ausbau der politischen Mitwirkungsrechte unserer Landsleute im Ausland zu den *zentralen, unausgesetzt verfolgten Anliegen* der Auslandschweizer und ihrer Interessenorganisation. Bereits anlässlich der 4. Auslandschweizertagung im Jahre 1921 wurde ein Bundesgesetz postuliert, welches den Auslandschweizern das Stimmrecht verleiht. Weitere Vorstösse

erfolgten in den Jahren 1926, 1933, 1935, 1947, 1949 und 1950. Neuen Auftrieb erhielten die Bestrebungen zur Erlangung verbriefter Mitgestaltungsrechte im Zuge der Vorarbeiten zu einem besonderen Auslandschweizer-Artikel in der Bundesverfassung. Der 1966 von Volk und Ständen mit grossem Mehr gutgeheissene Artikel 45 bis BV erteilt dem Bund ausdrücklich die Kompetenz, "in Berücksichtigung der besonderen Verhältnisse der Auslandschweizer (...) Bestimmungen (...) namentlich über die Ausübung politischer Rechte" zu erlassen. Das Postulat des Auslandschweizerstimm- und -wahlrechts genoss denn auch höchste Priorität in den anschliessenden Arbeiten an der Ausführungsgesetzgebung.

4. Unter unseren Landsleuten im Ausland ist das *Bedürfnis nach Mitwirkung am schweizerischen politischen Leben* in jüngster Zeit markant gewachsen. Dies dürfte einerseits auf die in den vergangenen Jahren entscheidend verbesserten Kommunikationsmöglichkeiten zurückzuführen sein. Andererseits ist das vermehrte Interesse unter den Auslandschweizern am schweizerischen politischen Leben die Folge eines grundsätzlichen Wandels in Zusammensetzung und Charakter der Fünften Schweiz. In der zweiten Hälfte des 20. Jahrhunderts ist die klassische Auswanderung früherer Jahrhunderte als Folge demographischer, ökonomischer und politischer Faktoren immer seltener geworden. An ihre Stelle tritt zunehmend der im voraus zeitlich begrenzte Auslandsaufenthalt bzw. der Auslandsinsatz im Auftrag eines Schweizer Unternehmens.

Die herkömmlichen Auswanderer und die heute zunehmend dominierenden *"Kontraktsschweizer"* unterscheiden sich grundlegend hinsichtlich ihres Verhältnisses zum Herkunftsland. Während erstere ihren Lebens-Mittelpunkt bewusst und auf Dauer in ein anderes Land verlegt haben, leben letztere als vorübergehend Landesabwesende in der Perspektive einer absehbaren Rückkehr in die Heimat. Entsprechend naheliegender ist für "Auswanderer auf Zeit" die Mitwirkung an der staatlichen Willensbildung in der Heimat. Der angedeutete Wandel der Fünften Schweiz schlägt sich somit zwingendermassen in einer Ausweitung des Kreises der an der Ausübung der politischen Rechte in der Schweiz interessierten Auslandsbürger nieder.

Auf der anderen Seite finden sich auch unter *"Langzeit-Auslandschweizern"* stets bemerkenswert viele mit der *Schweiz engstens verbundene* und mit den Vorgängen in der Heimat bestens vertraute Landsleute. Diese halten sich anhand schweizerischer Radioprogramme (Schweizer Radio International), Zeitungen und

Zeitschriften sowie persönlicher Kontakte auf dem laufenden; ihre Verbundenheit mit der Schweiz drückt sich häufig in der aktiven Mitwirkung in Schweizervereinen und anderen schweizerischen Institutionen aus; sie reisen des Öftern in die Schweiz; zahlreich sind jene, die in der Schweiz einen Teil ihrer Ausbildung erhalten haben, und viele haben hier ihre Militärdienstpflicht erfüllt. Ihr oft manifestiertes Bedürfnis nach Ausübung der politischen Rechte in der Schweiz ist demnach wohlbegründet und verdient honoriert zu werden.

5. Der Ausbau der politischen Mitwirkungsmöglichkeiten der Auslandschweizer liegt im wohlverstandenen *Interesse der Eidgenossenschaft*. Der vermehrte Einbezug unserer Auslandsbürger in die staatliche Willensbildung durch die Gewährung des Korrespondenzstimm- und -wahlrechts auf Bundesebene ist geeignet, die Bande der Auslandschweizer zu ihrem Herkunftsland zu stärken und der Verbundenheit zwischen der Schweiz und ihren Auslandsbürgern konkreten Gehalt zu verleihen.

Als Demokratie mit weit ausgedehnten Volksrechten ist die Schweiz auf mitdenkende, am schweizerischen Gemeinwesen aktiv mitwirkende und mittragende Staatsbürger auch jenseits der Landesgrenzen angewiesen. Sehr oft gehören unsere Landsleute im Ausland zu den in besonderem Masse mit unserem Staatswesen verbundenen, verantwortungsbewussten und aufgeschlossenen Staatsbürgern.

Erst recht als neutraler Kleinstaat und als rohstoffarmes Land, das seine Prosperität grossenteils seinen weitverzweigten internationalen Wirtschaftsbeziehungen verdankt, ist die Schweiz existenziell auf eng mit der Heimat verbundene, die weltweite Präsenz unseres Landes verstärkende und am Gedeihen unseres Gemeinwesens interessierte Auslandsbürger angewiesen. Dies gilt ganz besonders in der gegenwärtigen heiklen Phase der Neudefinition der internationalen Stellung unseres Landes, in welcher unsere im Ausland lebenden Mitbürgerinnen und Mitbürger einen nicht zu unterschätzenden Beitrag zur Erläuterung und Durchsetzung des schweizerischen Standpunktes und zur Pflege des unter Druck geratenen Images unseres Landes leisten. Ein Ausbau der politischen Rechte der Auslandschweizer zu diesem Zeitpunkt bedeutet eine wichtige Stärkung unserer Auslandschweizergemeinschaften und zugleich eine Geste der Anerkennung für die dem Lande in einer Zeit des internationalen Umbruchs geleisteten Dienste.

6. Nachdem die *Mehrheit der demokratischen Staaten* ihren Auslandsbürgern mehr oder weniger weitgehende politische Mitwirkungsrechte eingeräumt haben, steht es der auf ihre direktdemokratischen Institutionen stolzen Schweiz gut an, ihren im Ausland lebenden Landsleuten ebenfalls angemessene politische Mitwirkungsmöglichkeiten zuzugestehen. Dass im Falle der Schweiz wesentlich ausgedehntere demokratische Rechte zur Debatte stehen als in anderen Ländern, kann als Einwand keinesfalls akzeptiert werden, handelt es sich dabei doch gerade um eines der Charakteristika unseres Staatswesens, auf welches bei anderen Gelegenheiten stets mit besonderem Stolz verwiesen wird.

Unhaltbar ist angesichts der heutigen internationalen Mobilität wie auch im Lichte der von anderen Staaten geschaffenen Möglichkeiten der Stimmabgabe vom Ausland her auch der gelegentlich erhobene Einwand der angeblich fehlenden *Betroffenheit* der Auslandsbürger. Ebenso wenig geht es an, einer bedeutenden Komponente des Schweizervolkes ansonsten selbstverständliche politische Rechte vorzuenthalten mit der Begründung, möglicherweise werde nur eine Minderheit der Begünstigten von ihrem Recht Gebrauch machen. Den Auslandschweizern die Möglichkeit der brieflichen Stimmabgabe vorzuenthalten, ist um so weniger vertretbar geworden, als die Schweiz kürzlich den auf ihrem Gebiet lebenden Ausländern die Teilnahme an Abstimmungen und Wahlen in ihren Herkunftsländern auf dem Korrespondenzweg ermöglicht hat.

7. Die Erleichterung der Stimmabgabe durch die Gewährung des brieflichen Stimmrechts entspricht einem ebenso im Inland auf allen Ebenen wie im Ausland zu beobachtenden *allgemeinen Trend*. Diese Anpassung der Modalitäten der Ausübung der politischen Rechte an die modernen Kommunikationsformen kommt insbesondere in unserer unter sinkender Stimmbeteiligung leidenden direkten Demokratie nachgerade einer staatspolitischen Notwendigkeit gleich.
8. Was die *Information der Stimmberechtigten* anbelangt, so unterscheidet sich die Situation der im Ausland lebenden Stimmbürger angesichts der modernen Kommunikationsmöglichkeiten bereits heute nicht mehr grundlegend von jener der Inlandbürger. Neben den offiziellen Wahl- und Abstimmungsunterlagen stehen den interessierten Staatsbürgern im Ausland ebenso schweizerische Radioprogramme (Schweizer Radio International) wie schweizerische Zeitungen und Zeitschriften zur Verfügung. In einer Reihe von Ländern sind darüber hinaus schon heute via Satellit und über Kabelnetze schweizerische Fernsehprogramme zu empfangen.

Videokassette, Telefax und andere moderne Informationsträger eröffnen weitere, noch keineswegs ausgeschöpfte Informationsmöglichkeiten.

Eine gleichmässige Informationsbasis für alle Auslandschweizer wird gewährleistet durch die "Schweizer Revue", die inskünftig 8mal im Jahr sämtlichen bei einer schweizerischen Vertretung im Ausland immatrikulierten Schweizerbürgern kostenlos zugestellt wird. Diese vom Auslandschweizer-Sekretariat in Zusammenarbeit mit dem Auslandschweizerdienst des EDA herausgegebene Zeitschrift wird in Zukunft noch einlässlicher über die politische Entwicklung in der Schweiz und zumal über bevorstehende Urnengänge sowie über Initiativ- und Referendumsvorhaben berichten.

Entscheidend für den Informationsgrad des Stimmbürgers ist letztlich stets dessen Interesse - im Inland nicht anders als im Ausland.

9. Die Auslandschweizer-Organisation bezweifelt grundsätzlich Opportunität und Zweckdienlichkeit der vom Bundesrat vorgeschlagenen Disposition betreffend die *periodische Erneuerung der Eintragung ins Stimmregister* (Art. 5a des Revisionsentwurfs). Diese Disposition ist ohne Parallele im Gesetz betreffend die Ausübung der politischen Rechte durch die Inlandschweizer. Aus der Anwendung eines derartigen Verfahrens im Inland würde allenfalls eine bedenkliche Reduktion der Zahl der Stimmberechtigten, mit Sicherheit aber ein beträchtlicher bürokratischer Aufwand resultieren.

Sollte sich die vorgesehene Sonderregelung für Stimmbürger im Ausland nicht vermeiden lassen, so müsste nach Überzeugung der Auslandschweizer-Organisation jedenfalls die vom Bundesrat vorgeschlagene *Kadenz* für die Erneuerung der Eintragung ins Stimmregister (Art. 5a, Abs. 2) wesentlich erstreckt werden. Die Interessenlage des einmal registrierten Staatsbürgers wird sich in aller Regel innerhalb zweier Jahre nicht derart ändern, dass sich Erhebungen bezüglich des politischen Interesses in dieser raschen Folge aufdrängen würden. Vor allem aber gilt es, den aus der Erneuerung der Registrierungen resultierenden administrativen Aufwand für die Konsulate und die betroffenen Verwaltungsstellen im Inland auf ein vertretbares Mass zu reduzieren. Eine Frist unterhalb der Dauer einer oder vorzugsweise zweier eidgenössischer Legislaturperioden ist daher nicht angezeigt.

Sofern an der periodischen Erneuerung der Eintragung ins Stimmregister festgehalten wird, hat diese nach Auffassung der Aus-

landschweizer-Organisation mittels eines *Antwortformulars* zu erfolgen, das den Stimmbürgern zu gegebener Zeit von Amtes wegen automatisch zugestellt wird.

10. Die Auslandschweizer-Organisation spricht sich dafür aus, dass im Zuge der anstehenden Revision des Bundesgesetzes vom 17. Dezember 1976 über die politischen Rechte die *für Auslandsbürger geltenden Regelungen in das allgemeine Gesetz integriert* werden. Für die Zusammenfassung der Bestimmungen für Inland- und Auslandschweizer in ein und demselben Gesetz sprechen ebenso praktische als auch politisch-psychologische Überlegungen. Die Einheit im Gesetz erscheint so gleichsam als Ausdruck der Einheit und der Zusammengehörigkeit der Schweizerbürger, unbesehen ihres Wohnorts.

11. Die Auslandschweizer-Organisation erwartet, dass die durch die eidgenössischen Räte mit der Überweisung der Motion Stucky in Auftrag gegebene Vorlage zur Einführung des brieflichen Stimm- und Wahlrechts für die Auslandschweizer im Parlament die ihr gebührende *positive Aufnahme* finden wird. Sie hofft, dass die Erwartungen zahlreicher unserer Landsleute im Ausland nicht enttäuscht werden und der in Aussicht gestellte Ausbau der politischen Mitwirkungsmöglichkeiten der Auslandschweizer im Verlaufe des Jubiläumsjahres 1991 Realität wird.

23.10.90

GROUPE D'ÉTUDES HELVÉTIQUES
DE PARIS

Annexe 3

11 BIS, RUE SCRIBE
75009 PARIS

PARIS, LE 10 novembre 1990

Monsieur Louis MAGNIN
Secrétariat Général de
l'Assemblée Fédérale
Palais du Parlement
CH 3003 BERNE

Concerne : Vote par correspondance des Suisses de l'étranger
(90-048)

Cher Monsieur,

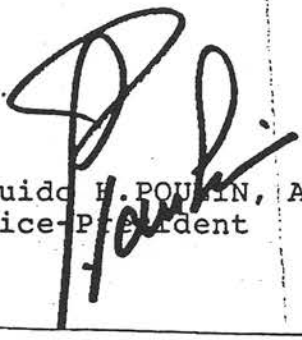
Nous faisons suite à notre lettre du 19 octobre 1990. Nous avons appris que la Commission des Affaires Etrangères avait décidé à l'unanimité de ne pas nous entendre comme nous l'avions demandé pour la raison que d'autres Associations n'avaient pas exprimé le désir d'être entendues.

./.
Sur la suggestion du Président Franco Masoni, nous avons préparé des observations écrites. A la demande du Président Jean-Louis GILLIERON, nous vous envoyons sous ce pli nos propositions du 1er octobre 1990 ainsi que nos observations.

Le Président et les membres de la Commission des Affaires Etrangères voudront bien nous excuser de la présentation sèche - et qui peut paraître présomptueuse - de contrepropositions. Mais par écrit, c'était pour nous la seule façon d'être clairs.

En attendant le plaisir de vous lire et restant à votre entière disposition, nous vous prions de croire, cher Monsieur, à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Pour le Groupe d'Etudes Helvétiques de Paris


Guido H. POUJIN, Av.
Vice-Président

annexe mentionnée : ./.

5, Rue G. Bigourdan - F 91320 WISSOUS
Tél. (1) 60.11.62.97
Fax 60.11.20.77

PROPOSITIONS DU GROUPE D'ETUDES HELVETIQUES DE PARIS

(Assemblée Générale Extraordinaire du 1er octobre 1990)

REVISION LFDSE. RS.161.5 - MESSAGE 90.048

Article premier Principe

1 le citoyen suisse résidant à l'étranger exerce les droits politiques par correspondance, soit de l'étranger, soit de Suisse.

Observations :

- a) Rédaction inspirée de l'article premier LFDSE du 19 décembre 1975
- b) Dans ce premier article il paraît important de préciser le principe de la résidence du citoyen à l'étranger.
- c) Un citoyen inscrit pour voter par correspondance ne peut pas voter à l'urne.

2 biffer

Observation :

Il est préférable de s'en tenir au seul vote par correspondance.

Art.5a Inscription (nouveau)

1. le Suisse de l'étranger qui désire exercer les droits politiques prie sa commune de vote, par l'entremise de la représentation suisse auprès de laquelle il est immatriculé de l'inscrire dans un registre des électeurs.

Observations :

- a) Rédaction reprise de la déclaration d'intention de voter (Formule 1)
- b) Le citoyen de l'étranger n'est pas un requérant qui doit demander à sa commune de vote de pouvoir exercer les droits politiques.
- c) Il faut préciser que ce n'est pas n'importe quelle représentation suisse qui est visée dans cet article.

2 biffer

Observation :

Contraire à l'article 4 de la Constitution fédérale.

.../

Art.7a Conseil de la Cinquième suisse (nouveau)

1 les Suisses de l'étranger élisent au suffrage universel et direct des représentants à un "Conseil de la Cinquième Suisse", organe représentatif et consultatif.

2 le Conseil fédéral arrête les dispositions concernant la composition et les modalités de fonctionnement du "Conseil de la Cinquième Suisse".

Observations :

- a) Depuis 1917 on cherche à entendre la voix de la Cinquième Suisse.
- b) Sans vote par correspondance impossibilité jusqu'ici de créer un organe représentatif.
- c) L'Organisation des Suisses de l'étranger, Institution privée et non représentative n'est qu'un succédané.
- d) La Suisse, petit pays à vocation mondiale a un intérêt majeur à bénéficier du potentiel inexploité que représente la Cinquième Suisse.
- e) Un organe véritablement représentatif et consultatif rendrait de très grands services à nos Autorités dans tous les domaines de politique étrangère, notamment économique.
- f) Dans le projet de loi instituant le vote par correspondance ne figure pas la création de ce Conseil.

II

loi fédérale du 17 décembre 1976

art.5 4e al. phrase introductive et let.d (nouvelle)

4 peuvent voter par correspondance :

d tous les citoyens suisses résidant à l'étranger et immatriculés auprès d'une représentation suisse.

Observation :

Il paraît important de mentionner dans la loi sur les droits politiques, plutôt que dans une ordonnance, le principe de la résidence du citoyen Suisse à l'étranger et de son immatriculation auprès d'une représentation suisse.

VORSCHLÄGE DER HELVETISCHEN STUDIENGRUPPE PARIS

(Ausserordentliche Generalversammlung vom 1. Okt. 1990)

REVISION BGRAS. SR.161.5 - BOTSCHAFT 90.048

Artikel 1 Grundsatz:

1 Die Ausübung der politischen Rechte durch die im Ausland niedergelassenen Schweizerbürger und -bürgerinnen erfolgt durch briefliche Stimmabgabe entweder vom Ausland oder von der Schweiz aus.

Bemerkungen :

- a) Diese Abfassung lehnt sich an Art. 1 BGRAS vom 19. Dez. 1975 an.
- b) Es erscheint als wichtig, dass das Prinzip der Niederlassung im Ausland in diesem ersten Artikel präzisiert wird.
- c) Ein für die briefliche Stimmabgabe eingetragener Bürger kann nicht an der Urne stimmen.

2 Zu streichen

Bemerkung :

Es erscheint zweckmässig, sich auf die briefliche Stimmabgabe zu beschränken.

Art.5a Eintragung (neu)

1. Der Auslandschweizer, der seine politischen Rechte ausüben will, ersucht seine Stimmgemeinde durch Vermittlung der schweizerischen Vertretung, bei der er immatrikuliert ist, um seine Eintragung ins Stimmregister.

Bemerkungen :

- a) Diese Fassung entspricht dem Wunsch nach Stimmrechtsausübung (Formular 1).
- b) Der Auslandschweizerbürger ist kein Gesuchsteller, der seine Stimmgemeinde um die Ausübung seiner politischen Rechte ersuchen muss.
- c) Es ist zu präzisieren, dass es sich in diesem Artikel nicht um eine beliebige Schweizer Vertretung handeln kann.

2 Zu streichen

Art. 7a Rat der Fünften Schweiz (neu)

1 Die Auslandschweizer wählen in allgemeiner und direkter Wahl die Vertreter für einen "Rat der Fünften Schweiz", ein repräsentatives und konsultatives Organ.

2 Der Bundesrat erlässt die Bestimmungen über Zusammensetzung und Funktionsweise des "Rats der Fünften Schweiz".

Bemerkungen :

- a) Seit 1917 versucht man die Stimme der Fünften Schweiz zu vernehmen.
- b) Ohne briefliche Stimmabgabe war die Schaffung eines repräsentativen Organs bisher unmöglich.
- c) Die Auslandschweizerorganisation als private und nicht repräsentative Institution bildet nur eine Ersatzlösung.
- d) Die weltweit offene Schweiz hat grösstes Interesse daran, das bisher ungenützt Potential der Fünften Schweiz auszus schöpfen.
- e) Ein wirklich repräsentatives und konsultatives Organ würde unseren Behörden in den Aussenbeziehungen, vor allem auch den wirtschaftlichen, sehr grosse Dienste erweisen.
- f) Im Gesetzesentwurf zur Einführung der brieflichen Stimmabgabe figuriert die Schaffung dieses Rats nicht.

II

Bundesgesetz vom 17. Dez. 1976

Art. 5 4e Abs. Einführender Satz und d (neu)

4 Durch briefliche Stimmabgabe können stimmen :

d Alle im Ausland niedergelassenen und bei einer schweizerischen Vertretung immatrikulierten Schweizerbürger.

Bemerkungen :

Es erscheint als wichtig, dass das Prinzip der Niederlassung im Ausland der Schweizerbürger im Gesetz über die politischen Rechte, statt nur in einer Verordnung, festgehalten wird.
